

Edito | "Le Président sur la Corde Raide" : Quand Roland Cayrol dissèque « les enjeux du macronisme »

En ces temps où sévit, à grande échelle, le Macron bashing et où, avec le slogan « président des riches » qui vaut jugement dernier il ne fait pas bon, tout simplement, derrière les samedis enfiévrés, les cahiers de doléances assassins et les grands débats dont on ne voit pas l'issue politique, essayer de mettre en ordre ses idées d'un futur possible... d'une France qui retrouverait un peu de sérénité et de confiance en l'avenir, le dernier livre de Roland Cayrol « Le Président sur la corde raide » arrive à point nommé, pour nous y aider. Et, bien entendu, pour l'ami politologue qui en a vu et rencontré beaucoup des présidents, depuis les premiers temps agités de la V^e République, il ne s'agit pas de basculer dans le manichéisme primaire mais de commencer par analyser les raisons de la situation périlleuse dans laquelle se trouvent Emmanuel Macron et le pays. Et d'entrevoir la façon de s'en sortir et, plus encore, les enjeux nationaux et européens de pareille situation. Rappelons, au passage, que dans un livre publié au printemps de 2017, avant la présidentielle qui allait balayer le paysage politique national l'auteur avait, en publiant « Les raisons de la colère » entrevu la crise dans laquelle nous sommes plongés et pointé le risque populiste qui menaçait le pays dans une Europe malade de sa démocratie.

Il est d'ailleurs significatif qu'avant d'entrer dans le détail, à l'aide de nombre d'extraits de discours sur ce qu'il nomme « les habits neufs du président Macron » l'auteur ait choisi d'ouvrir son livre par le chapitre « Quel espoir pour l'Europe ? ». Une mise au point qui a le grand mérite de ramener, à de plus plus justes proportions, la tentative de démolition actuelle où se complaisent les extrêmes. Et de citer les résultats de l'enquête de l'institut Kantar, d'avril 2018, qui interrogeait les citoyens des vingt huit pays de l'Union sur le thème de l'appartenance de leur pays à celle-ci, sur le mode : est-ce une bonne ou mauvaise chose ? Soixante pour cent de réponses positives, treize pays à plus de deux tiers de réponses positives où l'on ne sera pas surpris de trouver l'Allemagne ou les Pays-Bas mais aussi la Pologne dont le gouvernement a une vision très autoritariste de la démocratie. Quant à la France, avec 55% de réponses positives et 13% de négatives et 29 % de ni ni, elle ne semble pas prête à jeter le bébé avec l'eau du bain, même si elle est en proie au doute ... En réalité le nœud gordien, que les Européens ne sont pas prêts de trancher, touche au bénéfice qu'apporte l'Union, au sonnante et trébuchant: il est positif à 67% et l'est encore au Royaume Uni (!), les Italiens n'accordant qu'une faible majorité à la notion de bénéfice. Et Cayrol de pointer, au passage, la responsabilité des dirigeants européens - pensons à la France et l'Allemagne d'abord - qui ont laissé nos voisins transalpins faire face « à la gestion des migrants débarquant sur leurs côtes »... Comme s'il avait suffi que Bruxelles paie pour leur donner bonne conscience.

L'Europe donc, cette Europe que le candidat Macron a eu « le courage de mettre au centre de son discours politique », de le clamer à la Sorbonne ou à Athènes et dont on comprend, aussi, pourquoi il s'arcboute pour trouver la solution – jusqu'à imaginer un référendum concomitant de réel danger à cause du mélange des genres - qui éviterait un succès symbolique du Rassemblement national aux élections européennes du 26 mai prochain. Rappelant le mode de scrutin à la proportionnelle qui, les soirs de résultats, comme en 2014, semble autoriser toutes les digressions et annoncer les basculements futurs de la V^e république, l'auteur ne s'alarme pas outre mesure d'un possible basculement du Parlement européen, malgré la montée des populismes et l'affaiblissement continu, voire l'effondrement de la social démocratie, à commencer par l'Allemagne. Surtout, il faut comprendre qu'à ses yeux l'échec d'Emmanuel Macron pourrait avoir des conséquences très graves pour l'Union européenne. Ce ne sera évidemment pas l'avis de l'in vraisemblable duo italien Salvini-Di Maio qui, notons-le, commence à déchanter, comme l'immense manifestation populaire à Rome l'a prouvé, ce samedi 9 février.

Roland Cayrol, au-delà d'une inquiétude que ceux de sa génération partagent, face à un monde qui n'a que faire du multilatéralisme. n'entend pas, pour autant, exonérer l'hôte de l'Élysée de ces manquements les plus graves. Et, notamment, au regard des discours enflammés de sa campagne victorieuse que l'on relit souvent, disons-le, en se pinçant le nez. Ainsi en est-il de ce « fameux partage démocratique et de cette République contractuelle »... ceci par exemple : « je continue de penser qu'il est indispensable de valoriser les responsables politiques, syndicaux, associatifs, qu'il est primordial de saluer leur engagement parce que nous avons besoin, en effet, de ces corps intermédiaires » Demandons-donc au patron de la CFDT, Laurent Berger, ce qu'il en pense aujourd'hui... Et à Jean-Louis Borloo, sollicité pour proposer un plan banlieue, balayé froidement d'un revers de main... Oui, l'oubli

principal parmi les promesses du candidat Macron est là dans ce renoncement au « partage démocratique », jadis claironné et, aux yeux de l'auteur, « c'est un oubli grave parce que c'était l'axe d'un vrai projet politique, un élan de société qui pouvait donner un sens aux réformes ». Et avait entraîné nombre de citoyens montant dans le train d'En Marche et aujourd'hui déçus ou, le plus souvent, perdus en chemin. « Le tous ensemble est trop exclusivement devenu « moi Jupiter ». Roland Cayrol qui, répétons-le, ne hurle pas comme d'autres dans les enceintes politiques ou dans la rue, « Macron démission », rappelle comme Michel Crozier l'avait lancé en 1979 que « l'on ne change pas une société par décret », non plus qu'en affichant un certain mépris technocratique. Au passage, l'auteur pointe la grave erreur qu' a été la réponse tardive aux revendications initiales des Gilets jaunes . Deux semaines de perdues aux graves conséquences. Cela dit cherchez l'alternative... vous ne la trouverez pas dans les études d'opinion et Cayrol sait de quoi il parle : « si Macron n'a pas « réussi » à convaincre les Français, personne n'a pour le moment la capacité à prétendre faire mieux que lui, notamment pour la revendication du pouvoir d'achat. (1) Les oppositions ne brillent guère par des propositions alternatives et crédibles. Et ce « président sur la corde raide » n'a pas d'excuses pour le politologue reconnu de la société française : « il doit sur le sujet crucial de sa relation avec la société française, respecter la promesse non (encore) tenue de sa campagne présidentielle.. Puisse l'ouverture d'un « grand débat national » ne constituer que les prémices d'un nouveau mode de gouvernance participative. » Faut-il en accepter l'augure ? A suivre...

"Le Président sur la corde raide", les enjeux du macronisme, Calmann Levy, 17,5 euros

1.sondage d'Elabe les 13 et 14 novembre 2018 sur le pouvoir d'achat: 19% de Français pensaient que Marine Le Pen « ferait mieux que lui », Jean-luc Mélenchon, 19%, Xavier Bertrand et Benoît Hamon 15%, 14% Ségolène Royal et Nicolas Dupont-Aignan, 11% Laurent Wauquiez.



Joël Aubert

Crédit Photo :
Publié sur aqui.fr le 10/02/2019
[Url de cet article](#)